



Assemblée générale

Distr. générale
4 novembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 41 de l'ordre du jour

**Nécessité de lever le blocus économique,
commercial et financier imposé à Cuba
par les États-Unis d'Amérique**

Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Rapport du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
III. Réponses reçues d'organes et institutions spécialisées des Nations Unies	2
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	2



III. Réponses reçues d'organes et institutions spécialisées des Nations Unies

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

[Original : anglais]
[9 juillet 2010]

1. L'embargo financier et économique continue d'avoir des effets préjudiciables sur la situation et les droits fondamentaux des enfants, des adolescents, des femmes et des familles.
2. L'impact de la crise économique et financière mondiale aggrave les effets de l'embargo sur la réduction des produits alimentaires importés destinés aux enfants et aux femmes et à la consommation générale (écoles, établissements de santé et garderies d'enfants), ce qui touche directement la santé et l'état nutritionnel de la population.
3. Les secteurs de l'éducation et des services de santé sont aussi touchés, car les besoins de base en matériaux éducatifs et fournitures scolaires ne sont pas satisfaits, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement, tandis que les pénuries de médicaments et de fournitures sanitaires empêchent dans certains cas de fournir des services et traitements sanitaires appropriés ou de les dispenser en temps voulu.

Incidences sur le programme de coopération de pays

4. Les limitations commerciales accroissent le prix de tout article que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) doit acheter au titre de ses projets. De plus, elles sont préjudiciables à la coopération de toutes les institutions spécialisées des Nations Unies, car elles doivent se procurer de nombreux produits à l'étranger, à un coût plus élevé.
5. Le bureau de l'UNICEF, comme les bureaux des autres entités des Nations Unies à Cuba, ne peut utiliser les comptes des sociétés auprès des banques des États-Unis. En conséquence, des mesures administratives supplémentaires ont dû être élaborées aux fins des opérations financières menées au titre du programme, ce qui accroît les coûts pour le bureau et alourdit les charges administratives du fait du recours à des banques situées dans des pays tiers. Les surcoûts qui en résultent ont été couverts par des fonds d'appui aux projets qui, sans cela, auraient pu être utilisés pour des activités directement liées au programme.

Incidences sur les droits fondamentaux des enfants

Santé

6. Dans le secteur de la santé, les services continuent de pâtir de la pénurie de fournitures et de médicaments. Ainsi, des enfants suivant un traitement à l'Institut national d'oncologie et de radiologie pâtissent aussi de l'impact de l'embargo, car il y a une pénurie de médicaments, de matériel et d'autres articles.

Alimentation/nutrition

7. Étant donné que l'embargo restreint l'importation de produits alimentaires, la pénurie d'aliments enrichis ou à haute teneur en fer continue d'entraîner de l'anémie ferriprive au sein de la population, notamment chez les enfants âgés de moins de 3 ans et les femmes enceintes ou en âge de procréer. Cette situation a conduit l'UNICEF et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies à renforcer des initiatives communes visant à faire face aux problèmes de nutrition.

Enfants ayant des besoins particuliers

8. Les barrières commerciales rendent fort difficile l'achat de l'équipement nécessaire pour les enfants ayant des besoins particuliers, comme ceux qui doivent suivre une rééducation physique. Le matériel spécialisé pour l'amplification des sons s'est détérioré durant son utilisation et n'a pas pu être remplacé car il est produit aux États-Unis.

Éducation

9. La détérioration des établissements scolaires est également imputable aux effets directs de l'embargo, du fait des limites imposées aux matériaux de construction. Cela est encore pire après des catastrophes naturelles, telles que les ouragans et les tremblements de terre. Environ 200 centres situés dans deux provinces, Las Tunas et Camaguey, sont en cours de rénovation après le passage d'ouragans en 2008. Les restrictions imposées à l'achat de fournitures ont contribué à la lenteur des interventions. Ainsi, en 2010, on a demandé à l'UNICEF de prêter un appui à la rénovation de 23 garderies d'enfants à Santiago de Cuba, une des provinces orientales, où des tremblements de terre de faible intensité mais répétés ont endommagé lesdites installations, entraînant le transfert de 3 827 enfants, ce qui a touché 3 699 mères. Par ailleurs, l'embargo nuit aussi à la disponibilité des manuels scolaires et des matériels pédagogiques, qui ne répondent pas du tout aux besoins de toutes les écoles du pays.

Accès à des sources d'eau potable de meilleure qualité et à des infrastructures d'assainissement améliorées

10. Les chiffres les plus récents indiquent qu'en 2008, environ 22 % des familles rurales n'avaient pas accès à des sources d'eau potable de meilleure qualité et que 10 % de celles-ci n'avaient pas accès à des infrastructures d'assainissement améliorées.